

# Conditions générales (CG)

## firmaLex<sup>®</sup> Protection juridique pour entreprises et associations

Edition 09.2017

La protection juridique firmaLex pour entreprises et associations est modulaire. Les modules suivants peuvent être choisis : la protection juridique entreprise, le complément protection juridique contractuelle, le complément protection juridique Multi Risk, la protection juridique circulation et la protection juridique association.

Les modules assurés sont mentionnés dans la police.

---

### Sommaire

---

|           |  |   |
|-----------|--|---|
| <b>A</b>  | <b>Protection juridique entreprise</b>   | 2 |
| A1        | Personnes assurées   | 2 |
| A2        | Qualités assurées  | 2 |
| A3        | Risques assurés  | 2 |
| <b>AA</b> | <b>Complément protection juridique contractuelle</b>                                 | 3 |
| AA1       | Personnes assurées   | 3 |
| AA2       | Qualités assurées  | 3 |
| AA3       | Risques assurés  | 3 |
| <b>AB</b> | <b>Complément protection juridique Multi Risk</b>                                    | 4 |
| AB1       | Personnes assurées   | 4 |
| AB2       | Qualités assurées  | 4 |
| AB3       | Risques assurés  | 4 |
| <b>B</b>  | <b>Protection juridique circulation</b>  | 5 |
| B1        | Personnes assurées   | 5 |
| B2        | Qualités assurées  | 5 |
| B3        | Risques assurés  | 5 |
| <b>C</b>  | <b>Protection juridique association</b>  | 6 |
| C1        | Personnes assurées   | 6 |
| C2        | Qualités assurées  | 6 |
| C3        | Risques assurés  | 6 |
| <b>D</b>  | <b>Dispositions communes</b>   | 7 |
| D1        | Risques non assurés  | 7 |
| D2        | Prestations assurées   | 7 |
| D3        | Prestations non assurées   | 7 |
| D4        | Renonciation à la réduction des prestations  | 7 |
| D5        | Durée du contrat, validité temporelle et délai de carence                            | 7 |
| D6        | Validité territoriale  | 8 |
| D7        | Marche à suivre en cas de sinistre   | 8 |
| D8        | Libre choix de l'avocat  | 8 |
| D9        | Procédure en cas de divergence d'opinion et dans une situation sans chance de succès | 8 |
| D10       | Résiliation en cas de sinistre   | 8 |
| D11       | Dispositions concernant les primes   | 8 |
| D12       | Changement de domicile ou d'adresse  | 8 |
| D13       | Communications   | 8 |
| D14       | Droit applicable   | 8 |
| D15       | For  | 8 |

## A Protection juridique entreprise

### A1 Personnes assurées

- a) Le preneur d'assurance en tant qu'indépendant, entreprise individuelle, société commerciale ou coopérative.  
D'autres sociétés ou entreprises individuelles lorsqu'elles sont mentionnées dans la police.
- b) Les associés, les membres du conseil d'administration, les administrateurs et les membres du comité du preneur d'assurance et le cas échéant des autres sociétés assurées.
- c) Les employés et le personnel loué du preneur d'assurance, le cas échéant des autres sociétés ou entreprises individuelles assurées.
- d) Les membres de la famille de l'entrepreneur individuel ou de l'indépendant, qui travaillent dans l'entreprise.

### A2 Qualités assurées

- a) En tant qu'exploitant ou personne exerçant une activité professionnelle pour les entreprises assurées.
- b) En tant que locataire, fermier, propriétaire, copropriétaire, propriétaire par étages ou superficière des lieux, locaux et terrains servant à l'exploitation, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.
- c) En tant que conducteur et passager d'un véhicule privé, d'un véhicule de location ou du véhicule d'un client lors de courses professionnelles.

### A3 Risques assurés

|   | Validité territoriale <sup>1)</sup> | Somme assurée <sup>2)</sup> | Délai de carence <sup>3)</sup> |
|---|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>a) Droit du bail</b><br>Les litiges contractuels avec les bailleurs au sujet d'un contrat de bail à loyer ou à ferme.<br>Les litiges contractuels avec les locataires/sous-locataires au sujet d'un contrat de bail à loyer ou à ferme.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>b) Droit du travail et location de services</b><br>Les litiges contractuels avec les employés au sujet d'un contrat de travail.<br>Les litiges contractuels avec les bailleurs de services au sujet d'un contrat de location de services de travailleurs.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>c) Commissions et organisations professionnelles</b><br>Les litiges avec les commissions professionnelles paritaires.<br>Les litiges avec les organisations professionnelles.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>d) Autorisations d'exploitation et de travail</b><br>Les litiges avec les autorités au sujet des autorisations d'exploitation ou d'exercice de la profession, de réduction de l'horaire de travail, de travail et de séjour.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>e) Droit des assurances</b><br>Les litiges avec les assurances au sujet du droit des assurances.   | Europe                              | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>f) Droit de la responsabilité civile extracontractuelle</b><br>Les litiges avec les responsables au sujet de la revendication de dommages-intérêts relevant exclusivement des normes de la responsabilité civile extra-contractuelle ainsi que les procédures pénales jointes.   | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>g) Aide aux victimes</b><br>Les litiges avec les autorités au sujet de la revendication d'indemnités relevant de la loi suisse sur l'aide aux victimes.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>h) Droit de la concurrence</b><br>Les litiges avec les concurrents pour faire valoir ou pour contester des prétentions concernant la concurrence déloyale ainsi que pour les procédures pénales jointes.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>i) Droit pénal et sanctions de droit administratif</b><br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions par négligence.<br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions prétendument intentionnelles lorsque l'assuré est totalement acquitté ou que l'existence d'un cas de légitime défense, d'un état de nécessité ou d'un devoir de fonction est reconnu (sont exclus l'abandon de la procédure ou l'acquiescement pour cause de prescription, d'irresponsabilité totale ou partielle ainsi que le retrait de la poursuite pour quelque motif que ce soit). | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>j) Droit du voisinage</b><br>Les litiges au sujet d'immissions ou d'émissions, au sujet de la distance et de la hauteur des plantes, au sujet des limites et des clôtures entre bien-fonds.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>k) Servitudes et charges foncières</b><br>Les litiges au sujet des servitudes et charges foncières inscrites au registre foncier ainsi qu'au sujet du droit de passage nécessaire.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>l) Oppositions aux constructions des voisins</b><br>Les oppositions aux demandes d'autorisation de construire des voisins.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>m) Droit de l'expropriation</b><br>Les litiges à la suite d'une expropriation ou de restrictions à la propriété équivalant à une expropriation.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>n) Conseil juridique en droit des contrats</b><br>Le conseil juridique par la CAP en droit des contrats.   | CH/FL                               | CHF 1'500.-                 | aucun                          |
| <b>o) Renseignements juridiques</b><br>Les renseignements juridiques téléphoniques par la CAP <sup>4)</sup> .   | CH/FL                               | aucune                      | aucun                          |

1) Europe: tous les États d'Europe ou hors d'Europe liés par la Convention Carte Verte.

2) Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée est doublée.

3) Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

4) Les renseignements juridiques par téléphone sont également donnés pour des problèmes qui sont survenus avant la conclusion du contrat.

## AA Complément protection juridique contractuelle

### AA1 Personnes assurées

Le preneur d'assurance en tant qu'indépendant, entreprise individuelle, société commerciale ou coopérative.

D'autres sociétés ou entreprises individuelles lorsqu'elles sont mentionnées dans la police.

### AA2 Qualités assurées

En tant qu'exploitant ou personne exerçant une activité professionnelle pour les entreprises assurées.

### AA3 Risques assurés

|  | Validité Territoriale <sup>1)</sup> | Somme assurée <sup>2)</sup> | Délai de Carence <sup>3)</sup> |
|--|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>a) Contrats avec les clients</b><br>Les litiges contractuels avec les clients au sujet d'un contrat de vente, d'entreprise, de mandat, de courtier, de location et d'autres contrats du droit des obligations.        | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>b) Contrats avec les fournisseurs</b><br>Les litiges contractuels avec les fournisseurs au sujet d'un contrat de vente, de livraison, d'expédition et d'autres contrats du droit des obligations.                     | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>c) Contrats avec les prestataires de services</b><br>Les litiges contractuels avec les prestataires de services au sujet d'un contrat de mandat, de courtage, d'agence et d'autres contrats du droit des obligations. | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>d) Contrats avec les artisans</b><br>Les litiges contractuels avec les artisans au sujet d'un contrat d'entreprise.   | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>e) Contrats avec les sous-traitants</b><br>Les litiges contractuels avec les sous-traitants au sujet d'un contrat de mandat et d'entreprise.  | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>f) Contrats avec les donneurs de leasing</b><br>Les litiges contractuels avec les donneurs de leasing au sujet d'un contrat de leasing.   | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>g) Contrats avec les franchiseurs</b><br>Les litiges contractuels avec les franchiseurs au sujet d'un contrat de franchise.   | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |
| <b>h) Contrats avec les donneurs de licence</b><br>Les litiges contractuels avec les donneurs de licence au sujet d'un contrat de licence.   | Europe                              | CHF 200'000.-               | 90 jours                       |

1) Europe: tous les États d'Europe ou hors d'Europe liés par la Convention Carte Verte.

2) Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée est doublée.

3) Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

## AB Complément protection juridique Multi Risk

### AB1 Personnes assurées

Le preneur d'assurance en tant qu'indépendant, entreprise individuelle, société commerciale ou coopérative.

D'autres sociétés ou entreprises individuelles lorsqu'elles sont mentionnées dans la police.

### AB2 Qualités assurées

a) En tant qu'exploitant ou personne exerçant une activité professionnelle pour les entreprises assurées.

b) En tant que propriétaire, copropriétaire, propriétaire par étages ou superficière des lieux, locaux et terrains servant à l'exploitation, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.

### AB3 Risques assurés

|  | Validité Territoriale <sup>1)</sup> | Somme assurée <sup>2)</sup> | Délai de Carence <sup>3)</sup> |
|--|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>a) Cyber Risk</b><br>L'exercice de prétentions ou de droits et les litiges en relation avec les cyber-risques.  | Europe                              | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>b) Recouvrement de créances</b><br>L'encaissement de créances non périodiques, non médicales contre des clients jusqu'à l'obtention d'un acte de défaut de biens ou la notification de la commination de faillite.<br>Les créances doivent être devenues exigibles et doivent en plus avoir été sommées sans succès pendant la durée du contrat, respectivement après l'expiration du délai de carence. | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>c) Droit fiscal</b><br>Les litiges en relation avec l'imposition des entreprises assurées.  | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>d) Droit des marchés publics</b><br>Les recours contre des décisions d'adjudication d'un marché public.   | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>e) Droit des travailleurs détachés</b><br>Les litiges en relation avec le droit des travailleurs détachés.  | Europe                              | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>f) Droit de la protection des données</b><br>Les litiges en relation avec la protection des données.  | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>g) Droit de la propriété intellectuelle</b><br>Les litiges en relation avec le droit des brevets, le droit d'auteur, le droit des designs, le droit des marques.  | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>h) Droit des contrats de la construction</b><br>Les litiges contractuels en relation avec la construction, l'agrandissement ou la transformation des lieux et locaux d'exploitation, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.  | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>i) Oppositions des voisins à une demande d'autorisation de construire</b><br>Les oppositions des voisins à une demande d'autorisation de construire pour des travaux de construction, d'agrandissement ou de rénovation des lieux et locaux d'exploitation, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.   | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>j) Droit immobilier</b><br>Les litiges contractuels en relation avec l'achat et la vente d'immeubles et de biens-fonds servant à l'exploitation de l'entreprise, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.  | CH/FL                               | CHF 50'000.-                | 90 jours                       |
| <b>k) Succession d'entreprise</b><br>Le conseil juridique par la CAP au sujet de la succession d'entreprise.   | CH/FL                               | CHF 1'500.-                 | aucun                          |

1) Europe: tous les États d'Europe ou hors d'Europe liés par la Convention Carte Verte.

2) La somme assurée est garantie au maximum une fois pour les sinistres du même risque survenus pendant une année civile. Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée est doublée.

3) Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

## B Protection juridique circulation

### B1 Personnes assurées

- a) Le preneur d'assurance en tant qu'indépendant, entreprise individuelle, société commerciale ou coopérative.  
D'autres sociétés ou entreprises individuelles lorsqu'elles sont mentionnées dans la police.
- b) Les associés, les membres du conseil d'administration, les administrateurs et les membres du comité du preneur d'assurance et le cas échéant des autres sociétés assurées.
- c) Les employés et le personnel loué du preneur d'assurance, le cas échéant des autres sociétés ou entreprises individuelles assurées.
- d) Les membres de la famille de l'entrepreneur individuel ou de l'indépendant, qui travaillent dans l'entreprise.
- e) Les autres conducteurs, skipper, pilotes et passagers autorisés d'un véhicule, bateau et aéronef de l'entreprise, exclusivement pour les suites d'accidents de la circulation et la violation des règles de la circulation.

### B2 Qualités assurées

- a) En tant que propriétaire, locataire, détenteur, conducteur, skipper, pilote et passager des véhicules, ainsi que lors de leur chargement et déchargement, y compris les remorques, les bateaux et les aéronefs de l'entreprise ou de l'association.
- b) En tant que conducteur et passager d'un véhicule privé, d'un véhicule de location ou du véhicule d'un client lors de courses professionnelles.

### B3 Risques assurés

|  | Validité Territoriale <sup>1)</sup> | Somme assurée <sup>2)</sup> | Délai de Carence <sup>3)</sup> |
|--|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>a) Droit pénal et sanctions de droit administratif</b><br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions par négligence.<br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions prétendument intentionnelles lorsque l'assuré est totalement acquitté ou que l'existence d'un cas de légitime défense, d'un état de nécessité ou d'un devoir de fonction est reconnu (sont exclus l'abandon de la procédure ou l'acquittement pour cause de prescription, d'irresponsabilité totale ou partielle ainsi que le retrait de la poursuite pour quelque motif que ce soit). | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>b) Droit de la responsabilité civile extracontractuelle</b><br>Les litiges avec les responsables au sujet de la revendication de dommages-intérêts relevant exclusivement des normes de la responsabilité civile extra-contractuelle ainsi que les procédures pénales jointes.  | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>c) Aide aux victimes</b><br>Les litiges avec les autorités au sujet de la revendication d'indemnités relevant de la loi suisse sur l'aide aux victimes.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>d) Droit des assurances</b><br>Les litiges avec les assurances au sujet du droit des assurances.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>e) Droit des contrats pour les véhicules</b><br>Les litiges contractuels avec les vendeurs ou acheteurs au sujet d'un contrat de vente ou d'échange, avec les prêteurs ou les emprunteurs au sujet d'un contrat de prêt à usage, avec les artisans au sujet d'un contrat d'entreprise, avec les donneurs de leasing au sujet d'un contrat de leasing, avec les bailleurs au sujet d'un contrat de bail, avec les dépositaires au sujet d'un contrat de dépôt, pour les véhicules, bateaux et aéronefs de l'entreprise ou de l'association.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>f) Conseil juridique en droit fiscal</b><br>Le conseil juridique par la CAP au sujet de la taxation des véhicules, bateaux et aéronefs.   | CH/FL                               | CHF 1'500.-                 | aucun                          |
| <b>g) Renseignements juridiques</b><br>Les renseignements juridiques téléphoniques par la CAP <sup>4)</sup> .  | CH/FL                               | aucune                      | aucun                          |

1) Europe: tous les États d'Europe ou hors d'Europe liés par la Convention Carte Verte.

2) Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée est doublée.

3) Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

4) Les renseignements juridiques par téléphone sont également donnés pour des problèmes qui sont survenus avant la conclusion du contrat.

## C Protection juridique association

### C1 Personnes assurées

- a) Le preneur d'assurance en tant qu'association.
- b) Les membres du comité du preneur d'assurance.
- c) Les membres de l'association et les bénévoles du preneur d'assurance.

### C2 Qualités assurées

- a) Dans l'exercice de l'activité statutaire.
- b) En tant qu'organisateur de manifestations.
- c) En tant que locataire, fermier, propriétaire, copropriétaire, propriétaire par étages ou superficière des locaux et terrains de l'association, y compris les dépôts, garages et places de stationnement.

### C3 Risques assurés

|   | Validité Territoriale <sup>1)</sup> | Somme assurée <sup>2)</sup> | Délai de Carence <sup>3)</sup> |
|---|-------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| <b>a) Droit pénal et sanctions de droit administratif</b><br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions par négligence.<br>Les procédures pénales et administratives pour des infractions prétendument intentionnelles lorsque l'assuré est totalement acquitté ou que l'existence d'un cas de légitime défense, d'un état de nécessité ou d'un devoir de fonction est reconnu (sont exclus l'abandon de la procédure ou l'acquiescement pour cause de prescription, d'irresponsabilité totale ou partielle ainsi que le retrait de la poursuite pour quelque motif que ce soit). | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>b) Droit de la responsabilité civile extracontractuelle</b><br>Les litiges avec les responsables au sujet de la revendication de dommages-intérêts relevant exclusivement des normes de la responsabilité civile extra-contractuelle ainsi que les procédures pénales jointes.   | Monde                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>c) Aide aux victimes</b><br>Les litiges avec les autorités au sujet de la revendication d'indemnités relevant de la loi suisse sur l'aide aux victimes.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>d) Droit des assurances</b><br>Les litiges avec les assurances au sujet du droit des assurances.   | Europe                              | CHF 600'000.-               | aucun                          |
| <b>e) Droit du bail</b><br>Les litiges contractuels avec les bailleurs au sujet d'un contrat de bail à loyer ou à ferme.<br>Les litiges contractuels avec les locataires/sous-locataires au sujet d'un contrat de bail à loyer ou à ferme.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>f) Droit des contrats</b><br>Les litiges contractuels avec les fournisseurs au sujet d'un contrat de vente, avec les prestataires de services au sujet d'un contrat de mandat, avec les artisans au sujet d'un contrat d'entreprise, avec les donneurs de leasing au sujet d'un contrat de leasing.  | Europe                              | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>g) Droit du voisinage</b><br>Les litiges au sujet d'immissions ou d'émissions, au sujet de la distance et de la hauteur des plantes, au sujet des limites et des clôtures entre bien-fonds.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>h) Servitudes et charges foncières</b><br>Les litiges au sujet des servitudes et charges foncières inscrites au registre foncier ainsi qu'au sujet du droit de passage nécessaire.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>i) Oppositions aux constructions des voisins</b><br>Les oppositions aux demandes d'autorisation de construire des voisins.   | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>j) Droit de l'expropriation</b><br>Les litiges à la suite d'une expropriation ou de restrictions à la propriété équivalant à une expropriation.  | CH/FL                               | CHF 600'000.-               | 90 jours                       |
| <b>k) Conseil juridique en droit des associations</b><br>Le conseil juridique par la CAP en droit des associations.   | CH/FL                               | CHF 1'500.-                 | aucun                          |
| <b>l) Renseignements juridiques</b><br>Les renseignements juridiques téléphoniques par la CAP <sup>4)</sup> .   | CH/FL                               | aucune                      | aucun                          |

<sup>1)</sup> Europe: tous les États d'Europe ou hors d'Europe liés par la Convention Carte Verte.

<sup>2)</sup> Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée est doublée.

<sup>3)</sup> Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

<sup>4)</sup> Les renseignements juridiques par téléphone sont également donnés pour des problèmes qui sont survenus avant la conclusion du contrat.

## D Dispositions communes

### D1 Risques non assurés

- a) Les risques qui ne sont pas expressément assurés.
- b) Les litiges en rapport avec des mandats d'administrateurs d'autres sociétés que celles assurées.
- c) Les litiges en rapport quelconque avec la construction, l'agrandissement ou la transformation des lieux, locaux et terrains servant à l'exploitation, lorsque la loi exige une autorisation de construire, sauf lorsqu'ils sont assurés par le complément Multi Risk.
- d) Les litiges en rapport quelconque avec l'achat et la vente d'immeubles, sauf lorsqu'ils sont assurés par le complément Multi Risk.
- e) Les litiges en rapport avec le placement ou la gestion de fonds, avec les papiers valeurs et avec des affaires spéculatives.
- f) L'encaissement de créances, sauf lorsqu'il est assuré par le complément Multi Risk.
- g) Les litiges en relation avec des créances cédées à l'assuré ou des dettes reprises par l'assuré.
- h) Les litiges au sujet du droit des sociétés et des fondations ainsi que les litiges au sujet de contrats de société simple.
- i) Les litiges entre copropriétaires, propriétaires communs, actionnaires ou coopérateurs.
- j) Les litiges en rapport avec la propriété intellectuelle (comme le droit des brevets, le droit d'auteur, le droit des designs, le droit des marques), sauf lorsqu'ils sont assurés par le complément Multi Risk.
- k) La défense contre des revendications en responsabilité civile extracontractuelle.
- l) Lorsque l'assuré a provoqué intentionnellement l'événement pour lequel il demande la protection juridique.
- m) Lors de dépassement de vitesse de plus de 30 km/h dans les localités, de plus de 40 km/h en dehors des localités et de plus de 50 km/h sur l'autoroute.
- n) Lorsque le conducteur, le skipper ou le pilote n'était pas en possession d'un permis de conduire ou d'une licence de pilote valable au moment du sinistre, lorsqu'il n'était pas autorisé à conduire le véhicule ou s'il conduisait un véhicule qui n'était pas muni de plaques de contrôle valables. Cette exclusion n'est pas applicable aux passagers qui ignoraient ces faits.
- o) Les litiges et les procédures au sujet des impôts, des taxes, des émoluments ou d'affaires douanières, sauf lorsqu'ils sont assurés par le complément Multi Risk.
- p) Les litiges et les procédures à la suite de guerres, d'émeutes, de grèves, de lock-out ou de squat.
- q) Lorsqu'il s'agit de sinistres en rapport avec la fission et la fusion nucléaires ou les rayonnements non ionisants.
- r) En cas de litiges entre personnes assurées par la même police (à l'exception des litiges avec les employés et le personnel loué).
- s) Lorsque l'assuré veut agir contre la CAP ou ses employés dans le cadre de leur activité professionnelle. Lorsque l'assuré veut agir contre des personnes qui lui fournissent ou lui ont fourni des prestations dans un cas assuré par la CAP.

### D2 Prestations assurées

La CAP fournit les prestations suivantes jusqu'à concurrence des sommes d'assurance mentionnées dans les risques assurés lorsque rien d'autre n'est prévu dans cet article:

- a) Le soutien à l'assuré et le règlement du sinistre par la CAP.
- b) La prise en charge des frais suivants :
  - les frais d'expertises ordonnées par un tribunal
  - les frais d'une expertise qui n'est pas ordonnée par un tribunal, pour autant qu'elle soit mandatée avec l'accord de la CAP et qu'elle serve à éclaircir un état de fait litigieux
  - les frais de justice
  - les frais et les émoluments des ordonnances pénales, des prononcés d'amende et des mesures administratives du Service des automobiles jusqu'à CHF 6'000.- au maximum
  - les frais de médiation
  - les dépens à la charge de l'assuré
  - les honoraires d'un avocat ou d'une personne légitimée au même titre, désignés ci-dessous par mandataire
  - Les frais de commandement de payer, de mainlevée d'opposition, d'exécution de saisies et de commination de faillite
  - les frais de voyage pour se rendre à des audiences à l'étran-

ger jusqu'à CHF 6'000.- au maximum

- les frais de traduction en cas de litiges à l'étranger jusqu'à CHF 6'000.- au maximum
- les cautions à la suite d'un accident, pour éviter la détention préventive.

La CAP peut se libérer de son obligation de prestations par le paiement de tout ou partie de la valeur litigieuse.

En cas de pluralité de litiges, qui résultent des mêmes faits ou de faits connexes et qui relèvent d'un ou de plusieurs risques assurés, la CAP ne paye la somme assurée la plus haute qu'une seule fois.

Si plusieurs personnes assurées sont impliquées dans un ou plusieurs litiges, qui résultent des mêmes faits ou de faits connexes et qui relèvent d'un ou plusieurs risques assurés, la CAP ne paye la somme assurée la plus haute qu'une seule fois.

#### Doublement de la somme assurée

Lorsque cela est expressément prévu dans la police, la somme assurée mentionnée dans les risques assurés est doublée.

#### Franchise de 10%

Lorsque cela est expressément prévu dans la police, l'assuré doit supporter une franchise de 10% des frais externes.

### D3 Prestations non assurées

- a) Les frais d'analyse du sang et d'examen médical lors d'ivresse et de consommation de drogue.
- b) Les frais d'exécution forcée à l'exception des frais de commandement de payer, de mainlevée d'opposition, d'exécution de saisies et de commination de faillite.
- c) Les frais et honoraires de notaire.
- d) Les dommages-intérêts, les honoraires d'avocats et les frais dont un tiers ou une assurance répondent ou sont débiteurs.

Les prestations fournies par la CAP en faveur d'une personne assurée pour lesquelles un tiers, à quelque titre que ce soit, est responsable ou obligé, ainsi que les cautions à la suite d'un accident, sont des prêts consentis librement que la personne assurée doit rembourser ou que la CAP peut compenser.

### D4 Renonciation à la réduction des prestations

En cas de faute grave, la CAP renonce au droit de réduire les prestations sauf en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de drogue.

### D5 Durée du contrat, validité temporelle et délai de carence

Le contrat d'assurance entre en vigueur au plus tôt le jour qui suit la signature de la proposition d'assurance ou plus tard à une date convenue.

La date d'expiration du contrat est fixée dans la police d'assurance. Si le contrat n'est pas résilié au plus tard 3 mois avant la date d'expiration, il se renouvelle tacitement d'année en année. La résiliation est considérée comme valable si elle parvient à la CAP, respectivement au preneur d'assurance, au plus tard le dernier jour avant le début du délai de résiliation de trois mois.

La CAP accorde la protection juridique lorsque le risque assuré et l'événement à son origine sont survenus pendant la durée du contrat, respectivement après l'expiration du délai de carence. Le délai de carence ne s'applique pas en cas d'assurance antérieure pour le même risque sans interruption de couverture ainsi que pour les litiges au sujet de contrats qui ont été conclus après l'entrée en vigueur du contrat d'assurance.

La CAP n'accorde pas la protection juridique lorsqu'un sinistre est annoncé après la fin du contrat.

L'événement à l'origine du risque assuré est défini comme suit:

- a) En cas de litiges avec les responsables au sujet de la revendication de dommages-intérêts: le fait qui motive la revendication de dommages-intérêts (l'accident, la maladie, la survenance d'un dommage).
- b) Lorsque l'assuré est poursuivi pénalement ou fait l'objet d'une procédure administrative: la violation effective ou prétendue de prescriptions légales pour lesquelles l'assuré est poursuivi ou fait l'objet d'une procédure pénale ou administrative.
- c) En cas de litiges avec les assurances:
  - l'événement initial (accident, maladie, etc.) pour les prestations qui en découlent
  - l'événement subséquent (rechute, modification importante de l'état de santé) pour les prestations qui en découlent (révision, etc.).

- d) Pour tous les autres cas: la violation effective ou prétendue de prescriptions légales, respectivement d'obligations contractuelles.

#### **D6 Validité territoriale**

La protection juridique est accordée uniquement lorsque le tribunal compétent ordinaire et le droit applicable ordinaire correspondent à la validité territoriale stipulée à l'article 3.

#### **D7 Marche à suivre en cas de sinistre**

- a) Lors de la survenance d'un sinistre pouvant donner lieu à une intervention de la CAP, l'assuré doit aviser immédiatement la CAP et lui décrire le plus exactement possible les circonstances du sinistre.

Si l'assuré ne respecte pas cette obligation, la CAP peut réduire ses prestations, à moins que l'assuré n'ait été empêché de le faire sans sa faute.

- b) La CAP entreprend les démarches nécessaires à la défense des intérêts de l'assuré conjointement avec celui-ci.

A sa première intervention, la CAP attribue à l'assuré un collaborateur qui restera son interlocuteur privilégié.

- c) L'assuré prend l'engagement de ne pas consulter un mandataire, ne pas introduire de procédures, ne pas accepter une transaction, ne pas introduire de recours sans le consentement de la CAP et de transmettre à la CAP tous les documents relatifs au sinistre.

S'il ne respecte pas ces obligations, la CAP peut refuser ses prestations à moins qu'il ne résulte des circonstances qu'aucune faute ne lui est imputable.

#### **D8 Libre choix de l'avocat**

- a) Lorsqu'une procédure judiciaire ou administrative est soumise au monopole des avocats indépendants,
- b) lorsque la CAP représente en même temps plusieurs assurés dont les intérêts sont en conflit,
- c) en cas de litige d'un assuré avec une société du groupe Allianz.

Si le mandataire proposé n'est pas accepté par la CAP, l'assuré a le droit de proposer trois autres mandataires d'études différentes, dont l'un devra être accepté par la CAP.

#### **D9 Procédure en cas de divergence d'opinion et dans une situation sans chance de succès**

- a) En cas de divergence d'opinion entre l'assuré et la CAP quant aux mesures à prendre pour régler le sinistre ou lorsque la CAP considère qu'une mesure est dépourvue de chances de succès, elle communique à l'assuré son refus d'intervenir par écrit en le motivant et l'informe de la possibilité de recourir à une procédure d'arbitrage.
- b) L'assuré peut exiger dans un délai de 30 jours que le cas soit soumis à l'appréciation d'un arbitre désigné d'un commun accord entre l'assuré et la CAP.
- c) L'arbitre peut ordonner l'avance des frais prévisibles et en faire dépendre les opérations de la procédure. Il en fixe la répartition. En règle générale, les frais judiciaires et les dépens sont mis à la charge de la partie qui succombe.
- d) L'assuré peut engager une procédure à ses frais malgré le refus d'intervenir de la CAP. Si le jugement obtenu lui est plus favorable que la solution motivée par écrit proposée par la CAP, la CAP prendra en charge les frais liés à cette procédure.

#### **D10 Résiliation en cas de sinistre**

Chaque partie peut dénoncer le contrat à la suite d'un dommage donnant droit à une indemnité. La CAP doit notifier la dénonciation au plus tard lors du paiement de l'indemnité, le preneur d'assurance quatre semaines au plus tard après avoir eu connaissance du paiement de l'indemnité.

Si le preneur d'assurance résilie le contrat, la garantie cesse 14 jours après réception par la CAP de la notification de résiliation.

Si c'est la CAP qui résilie, sa responsabilité cesse quatre semaines après réception par le preneur d'assurance de la notification de résiliation.

#### **D11 Dispositions concernant les primes**

##### **Paiement de la prime et prime provisoire**

La prime est fixée par année d'assurance. Elle est payable d'avance à la date d'échéance convenue. Si une éventuelle différence de prime est inférieure à CHF 10.-, les parties renoncent à son paiement ou remboursement jusqu'à la prochaine facture.

Si le calcul de la prime dépend d'éléments variables (notamment le produit annuel, le nombre de personnes, le nombre de véhicules), le preneur d'assurance doit payer d'abord à chaque échéance la prime provisoire. Le décompte définitif de prime est établi une fois par année, après que le preneur d'assurance ait communiqué les éléments variables au moyen d'un questionnaire. Pendant l'année d'assurance, les nouvelles personnes entrées dans l'entre-

prise ou les nouveaux véhicules immatriculés au nom de l'entrepreneur sont immédiatement assurés et la prime supplémentaire est calculée avec le décompte définitif de prime.

Si le formulaire pour l'établissement du décompte de prime n'est pas remis dans les délais, le décompte de prime est établi par la CAP sur la base d'une évaluation des éléments variables.

La prime annuelle indiquée dans la police est néanmoins considérée comme prime définitive si la CAP n'exige pas de décompte définitif de prime.

Si la prime n'est pas payée à l'échéance convenue, la CAP somme le preneur d'assurance de verser le montant dans les 14 jours. Si cette sommation reste sans effet, les obligations de la CAP sont suspendues pour les sinistres qui surviennent entre l'expiration du délai de sommation et le versement intégral de la prime et des frais.

##### **Participation pour absence de sinistre**

Si aucun sinistre et aucun conseil juridique n'est enregistré durant une période d'observation de trois années complètes d'assurance depuis la dernière échéance, la CAP accorde chaque fois pendant l'année d'assurance suivante une participation pour absence de sinistre de 25% de la prime définitive de l'année précédente.

Après la survenance d'un sinistre ou d'un conseil juridique, la participation pour absence de sinistre est supprimée pour les trois prochaines années d'assurance.

Les renseignements juridiques téléphoniques n'ont aucune influence à la participation pour absence de sinistre.

##### **Adaptation du tarif des primes**

Si la CAP modifie le tarif des primes pendant la durée du contrat, elle peut appliquer le nouveau tarif dès l'échéance suivante. A cet effet, elle doit communiquer la nouvelle prime au preneur d'assurance au moins 30 jours avant la prochaine échéance. Le preneur d'assurance a alors le droit de résilier le contrat pour la fin de l'année d'assurance en cours. S'il use de cette faculté, le contrat prend fin à l'échéance de l'année en cours. Pour être valable, la résiliation doit parvenir à la CAP au plus tard le dernier jour de l'année d'assurance. L'absence de résiliation vaut acceptation du nouveau tarif par le preneur d'assurance.

#### **D12 Aggravation du risque, changement de domicile ou d'adresse**

##### **Aggravation du risque**

Toute modification d'un fait déclaré dans la proposition qui entraîne une aggravation essentielle du risque (p. ex. changement de la forme juridique, modification essentielle de la nature et du genre de l'activité commerciale, changement de propriétaire, etc.) doit être immédiatement annoncée à la CAP par écrit par le preneur d'assurance.

Si le preneur d'assurance omet d'annoncer l'aggravation, la CAP n'est pas liée au contrat pour les sinistres qui en découlent. La CAP peut se départir du contrat dans un délai de 14 jours dès le moment où elle a eu connaissance d'une modification ou accepter la modification, moyennant le paiement d'une prime complémentaire.

En cas de diminution du risque, la prime est réduite proportionnellement dès le jour où la CAP en a été avisée par écrit.

##### **Changement de domicile ou d'adresse**

Les changements de domicile et d'adresse doivent être immédiatement communiqués à la CAP.

Si le preneur d'assurance transfère son domicile ou siège à l'étranger, il doit immédiatement en aviser la CAP. L'assurance s'éteint à la date du transfert.

#### **D13 Communications**

A l'adresse de la CAP qui figure sur la police ou sur les factures, à son siège ou sur le site internet [www.cap.ch](http://www.cap.ch).

#### **D14 Droit applicable**

Sont en outre applicables les dispositions de la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA). Pour les preneurs d'assurance ayant leur résidence habituelle ou leur administration centrale dans la principauté de Liechtenstein, les dispositions légales impératives du droit liechtensteinois font foi.

#### **D15 For**

En cas de litige, le preneur d'assurance ou l'ayant droit peut porter plainte soit au siège de la CAP, soit à son propre domicile en Suisse. Si le preneur d'assurance habite dans la principauté de Liechtenstein, ou si l'intérêt assuré se situe dans la principauté de Liechtenstein, le for est à Vaduz.